

Les experts du CE : « Le modèle repose sur un socle massif de contrats précaires ».

Emmanuel Hoog : dormez bien, braves syndicalistes !

SUD-AFP, le lundi 26 novembre 2012 : A lire le compte-rendu sibyllin publié par la direction suite au Comité d'entreprise du 22 novembre, on croirait que cette instance n'avait fait que valider les choix d'Emmanuel Hoog, au point de nommer un cabinet d'experts qui allaient également abonder dans son sens !

La vérité est tout autre : non seulement le « rapport Sextant » est très loin de confirmer les propos lénifiants de la direction, mais le CE a mis en cause les orientations du PDG sur plusieurs questions essentielles. Compte-rendu :

Précarité mondiale

Depuis un an, la direction commence à fournir à vos représentants des données sur les effectifs mondiaux de l'agence, toutes catégories confondues. C'est un progrès important, réclamé par SUD depuis des années, et qui permet enfin de donner un peu de visibilité aux salariés à statut local. Visibilité d'autant plus nécessaire que ces derniers sont dorénavant majoritaires parmi le personnel.

Selon les chiffres fournis par le Cabinet Sextant, en début d'année un peu **plus de 51% des 2.857 salariés** de l'AFP à travers le monde (hormis les pigistes, qui hélas n'étaient pas traités dans le rapport) avaient **des contrats de travail non régis par le droit français**. Autant d'occasions pour la direction de « *diviser pour régner* » en opposant les salariés entre eux.

La lecture des nombreux tableaux fournis dans le rapport montre qu'au cours des trois années entre fin 2008 et début 2012, le nombre d'expatriés « *statut de siège* » - principalement des journalistes - a baissé de 5%, passant de 201 à 191. Pendant cette même période, le nombre de personnes bénéficiant de ce que la direction appelle un « *statut régional* » est passé de 30 à 57 (+90%) alors que le nombre de « *CDI* » à statut purement local est resté quasiment stable (884 début 2012). Quant à la catégorie des **CDD à statut local**, leur nombre a explosé, passant de 31 à 77 **(+148%)** !

Ce qui justifie amplement le commentaire des experts du CE : « **Le modèle RH de l'Agence France-Presse repose sur un socle massif de contrats précaires** ».

Notons par ailleurs que selon une analyse SUD des chiffres fournis par la direction en octobre, et qui a le mérite d'inclure les pigistes, pas moins d'**un salarié sur cinq travaillant pour l'AFP en métropole a un statut précaire. A l'étranger, le taux de précarité atteint dorénavant 31,5%** ! Ce dernier chiffre est sans doute en dessous de la réalité, car ce qu'on appelle un « *CDI* » dans de nombreux pays n'a que très peu de choses à voir avec ce que nous connaissons en France.

Quant à l'affirmation de la direction selon laquelle elle aurait « *résorbé... la précarité avec la création notamment du pôle Ile-de-France et d'un minimum garanti pour les pigistes* », rappelons qu'elle n'a traité que les cas les plus flagrants pointés par l'inspection du travail, laissant de nombreux pigistes sur le bord de la route, dont certains dans une situation dramatique.

¹ Le 30 novembre 2012, ce communiqué a été rectifié pour ce qui concerne l'évolution des CDI à statut local - stable sur la période - et l'augmentation en pourcentage du nombre de CDD à statut local, qui était de 148% sur la période.

Communiqué SUD-AFP - le lundi 26 novembre 2012

Lors du CE de jeudi dernier, SUD a de nouveau demandé un audit mondial sur les droits sociaux des salariés de l'AFP, pays par pays, et des tableaux sur les postes en ETP (équivalent temps plein).

Pub, relations publiques et autres « aventures »

Le rapport des experts pointe deux des projets phares de l'époque Louette : la filiale « *low cost* » Newzweg qui avait lancé le peu regretté [quiz sur Facebook](#)², et Citizenside, qui à l'heure où nous écrivons ces lignes paraît encore dans la liste des filiales affichées sur le site [afp.com](#), malgré la décision de la direction de s'en dégager.

Rappelons que selon un document fourni par la direction en janvier 2010, l'aventure Newzweg avait coûté plus de 2,2 millions de dollars (1,6 million d'euros) à l'AFP. Or il faut croire que le cadavre bouge encore, car selon le rapport Sextant cette entité était encore inscrite dans les comptes au 31 décembre 2011, avec une « *valeur comptable net* » de zéro euro. Même topo pour [Citizenside](#) : nous attendons avec intérêt de connaître le véritable coût de cette virée dans le monde magique du « *journalisme citoyen* ».

« *Depuis que je suis là, nous ne nous sommes engagés dans aucune nouvelle aventure* », nous a dit M. Hoog en CE. Demi-vérité, car quel bilan va-t-on tirer dans quelque temps de la formidable explosion du marketing et de la com' pendant le mandat d'Emmanuel Hoog ? Le rapport Sextant note que selon la comptabilité de l'Agence, le poste « *frais de publicité et de relations publiques* » a plus que doublé entre 2010 et 2011, pour atteindre 651.000€. Et ce chiffre ne comptabilise pas les nombreuses heures que certains journalistes acceptent, hélas, de passer à faire du marketing sous la forme d'[articles de blog](#), [messages Facebook](#) ou « [tweets](#) » promotionnels.

Et puisque M. Hoog lui-même parlait d'« *aventures* », nous lui avons rappelé un autre héritage encombrant de l'époque Louette - l'accord avec « [Relaxnews](#) ». Selon [un article récent](#) de « Rue89³ », cette entreprise se livrerait à une activité illégale en France : la fourniture contre paiement de faux commentaires sur des sites web.

Nous avons signalé cet article à la direction dès sa parution, mais pour l'instant elle n'a fait aucun commentaire.

Plutôt que de répondre sur ce point, comme sur les nombreux autres enseignements du rapport Sextant relevés par SUD, Emmanuel Hoog a préféré endormir le CE avec un long discours plein de généralités.

Seule note d'humour, involontaire : Emmanuel Hoog a tenté de réécrire l'histoire en se posant comme défenseur depuis toujours du Statut de l'AFP !

Lorsque l'élu SUD a expliqué que de futurs rapports d'experts devront se focaliser davantage sur la mission d'intérêt général et les rapports de l'AFP avec l'Etat, le PDG a affirmé qu'il avait été seul à défendre ladite mission depuis toujours. Nous lui avons rappelé les nombreuses tentatives de démanteler le statut depuis 2008, dont la PPL Legendre, dans laquelle il a joué un rôle certain, au point de subir une [motion de défiance](#)⁴ cinglante du personnel en 2011.

« Région France », Documentation

L'ordre du jour du CE comportait la création de pas moins de deux nouvelles directions : celle d'une « *région France* » et celle d'une nouvelle entité destinée à fédérer la Documentation générale, la Documentation Photo et les services de l'édition.

² Cf. <http://www.sharp-words.com/notes/?p=234>

³ <http://www.rue89.com/rue89-eco/2012/10/27/faux-avis-comment-les-pros-dupent-les-internautes-236572>

⁴ http://www.sos-afp.org/fr/mobilisation_sept2011#adoptee

Communiqué SUD-AFP - le lundi 26 novembre 2012

La présentation de ces deux projets montrait, tout à fait involontairement, un contraste frappant. Dans le cas de la « *région France* », la direction affirme sa volonté de « *tout mettre à plat* », avec la constitution de pas moins de quatre groupes de travail pour étudier l'ensemble du processus de production en ce qui concerne la France.

Par contre, les divers documents fournis afin de nous convaincre de la pertinence d'une nouvelle « *Direction de la documentation et de l'édition* » brillent jusque là par leur discrétion quant aux tâches remplies traditionnellement par ses deux principales composantes, la « *doc texte* » et la « *doc photo* ».

Et pourtant il nous semble que ces activités mériteraient un examen approfondi : quid des missions de la documentation texte sous [Iris](#) ? Quid des nombreuses incohérences dans l'organisation interne de ce service ? Et quid des tâches essentielles d'indexation remplies par la documentation photo ?

Au lieu de cela, Yves Gacon, pressenti pour être le directeur du nouvel ensemble, a préféré nous endormir avec des généralités sur les futurs « *dossiers multimédias* » et la conservation des archives.

Sur ce deuxième point nous lui avons fait remarquer, rapport Sextant à l'appui, qu'un million d'euros avait déjà été provisionné dans le budget 2011 et à nouveau dans celui de 2012 pour la conservation et la numérisation des archives de l'AFP, dont une partie non négligeable est en train de pourrir doucement dans les sous-sols de la place de la Bourse. Sommes effectivement dépensées chaque année : **zéro**.

Pour un PDG qui se targue d'avoir numérisé les stocks gigantesques de l'[Institut national de l'audiovisuel](#) et qui a écrit [un livre sur la mémoire](#), c'est pas mal !

Pour ce qui concerne la création d'une région France, qui venait pour la première fois devant le CE, la séance a été marquée par l'intervention fort pertinente d'un représentant Force Ouvrière, qui a dénoncé à juste titre la charge de travail de plus en plus écrasante des journalistes en province. Peu étonnant dans ces conditions que certains postes ne trouvent plus preneur, a-t-il expliqué.

SUD est à 100% d'accord : **avant de penser à tout « décloisonner » (pour ne pas dire « détricoter »), il faudrait se pencher d'urgence sur les conditions de travail de la quasi-totalité des journalistes à la production, sur la précarité et sur le maillage en régions !**

Syndicat SUD-AFP, le lundi 26 novembre 2012

PS: Prochaine réunion du CE : le 13 décembre.

Egalement prévue : l'ouverture de discussions sur la mobilité, le 12 décembre.

Adresse de ce communiqué sur internet :

<http://www.sud-afp.org/spip.php?article133>

Pour recevoir les communiqués SUD-AFP par courriel :

<http://lists.sud-afp.org/mailman/listinfo/sud-infos>

